



ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Administratives Particulières

n° 2024INFRA037

Objet de l'accord-cadre

Accord-cadre mono attributaire pour des travaux de clôtures

Procédure de consultation

Accord-cadre passé en application des articles R 2162-1 à 2162-6, R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique et selon la Procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales	5
1.1 Objet de l'accord-cadre	5
1.2 Représentation des parties	5
1.3 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande	5
1.4 Durée de l'accord cadre	5
1.5 Conditions de passation des bons de commande	6
1.6 Sous-traitance	6
1.7 Forme des notifications et informations au titulaire	7
1.8 Ordre de service	7
1.9 Sous-traitance et traitement des données	7
1.10 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	7
1.11 Mesures de sécurité	13
1.12 Maîtrise d'œuvre	18
1.13 Contrôle technique	18
1.14 Prévention des risques (Sans objet)	18
1.15 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	18
1.16 Modalités, formats et caractéristiques des documents	19
1.17 Modification de l'accord-cadre	19
1.18 Marché similaire	19
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre	19
3. Prix - Variation des prix	20
3.1 Forme des prix	20
3.2 Variation de prix	21
3.3 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives	22
3.4 Augmentation du montant des travaux	22
3.5 Diminution du montant des travaux	23
3.6 Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage	23
4. Retenue de garantie	23
5. Avance	23
6. Règlement des comptes	23
6.1 Demandes de paiement	24
6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	24
6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires	25
7. Délais d'exécution	25

7.1	Délais d'exécution des travaux	25
7.2	Prolongation des délais d'exécution.....	25
8.	Pénalités et primes	25
8.1	Pénalités – Dispositions générales	25
8.2	Pénalités de retard	25
8.3	Pénalités pour absence aux réunions de chantier.....	26
8.4	Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier	26
8.5	Retenue pour remise tardive des documents conformes à l'exécution.....	26
8.6	Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution.....	26
8.7	Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	26
8.8	Autres pénalités.....	26
9.	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	28
9.1	Provenance des matériaux et produits.....	28
9.2	Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt	28
9.3	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	29
10.	Préparation, coordination et exécution des travaux	29
10.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	29
10.2	Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés	29
10.3	Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé.....	29
10.4	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	30
10.5	Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) (sans objet)	30
10.6	Gestion des déchets de chantier	31
11.	Contrôles, réception et garanties des travaux.....	32
11.1	Réception.....	32
11.2	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage	32
11.3	Documents fournis après exécution.....	32
11.4	Garantie(s)	33
11.5	Responsabilités et Assurances.....	33
12.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	35
13.	Propriété intellectuelle	36
13.1	Régime des connaissances antérieures	36
13.2	Régime des résultats.....	36
14.	Résiliation – Mesures coercitives	36
14.1	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	36
14.2	Résiliation pour faute du titulaire	36

15.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	37
16.	Politique Qualité – Evaluation des prestations	37
17.	Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	38
18.	Exécution des travaux aux frais et risques	39
19.	Respect des principes de laïcité et de neutralité	39
20.	Clause de médiation.....	40
21.	Déroptions aux documents généraux.....	40

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

Les prestations du présent accord-cadre ont pour objet : Accord-cadre mono attributaire pour des travaux de clôtures.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution des prestations : Sainte-Marie.

1.2 Représentation des parties

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage désigne, dès à présent, le Service INFRASTRUCTURES pour le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

1.3 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

L'accord-cadre est un accord-cadre mono attributaire, conclu avec un seul opérateur avec lequel seront conclus les bons de commande lors de la survenance des besoins pendant la durée totale de l'accord-cadre et avec un montant global maximum pour les bons de commandes fixés à 5 200 000€ HT.

A titre indicatif et non contractuel, le budget estimatif global est de 1 600 000€ HT sur la durée globale de l'accord cadre, soit 200K€ par an.

Le titulaire de l'accord-cadre deviendra le prestataire exclusif de l'entité adjudicatrice pendant la durée de l'accord-cadre pour les missions objets de celui-ci.

Cependant, pour des besoins occasionnels de faible montant en raison de l'indisponibilité du prestataire retenu, l'entité adjudicatrice peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 5 % du montant total de l'accord-cadre

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre à bon de commandes est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement sept (7) fois par période de 12 mois. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction. Soit une durée globale de 8 ans.

Néanmoins, toute modification contractuelle apportée au contrat fera l'objet d'un avenant.

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à chaque date anniversaire de notification du contrat, sous réserve d'un délai de prévenance de quatre mois.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

1.5 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG Travaux.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : les bons de commande seront transmis par courriel et préciseront les prestations attendues.

1.6 Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également l'exemplaire unique de l'accord-cadre ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle de l'accord-cadre du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article *Résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire* ci-dessous,

résiliation de l'accord-cadre.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

1.7 Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

1.8 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification de l'accord-cadre en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

1.9 Sous-traitance et traitement des données

Le titulaire s'engage à se conformer au contrat de sous-traitance RGPD, présent en annexe, conformément à la réglementation européenne (décision d'exécution 2021/915 de la commission du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants). Les annexes de ce contrat devront être complétées conjointement par le titulaire et l'acheteur public suite à l'attribution de l'accord-cadre.

1.10 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

1.10.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer. En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes : Cf. annexe RGPD

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

1.10.2 Protection des données personnelles

Il est rappelé que la réglementation applicable en matière de protection de données à caractère personnel est notamment issue du Règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit "Règlement Général sur la Protection des Données"(RGPD)) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire du contrat, en sa qualité de sous-traitant au sens du Règlement précité, est autorisé à traiter pour le compte de la SA Aéroport de la Réunion Roland Garros (SA ARRГ), agissant en tant que responsable de traitement au sens du Règlement précité, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) faisant l'objet du présent contrat conformément aux seules instructions de la SA ARRГ décrites au présent article. Le titulaire du contrat s'engage à informer immédiatement la SA ARRГ s'il constate une non-conformité à la réglementation susvisée.

Il est rappelé qu'il est interdit au titulaire du contrat de traiter les données à caractère personnel pour une autre finalité ou selon des modalités différentes de celles expressément autorisées par la SA ARRГ.

Dans le présent chapitre, toute référence au "sous-traitant" vise la notion de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD.

1.9.2.1 Obligations du titulaire du contrat

Le titulaire du contrat s'engage aux obligations suivantes et se porte fort de leur respect par ses éventuels sous-traitants au sens du RGPD :

Le titulaire du contrat est notamment tenu de :

- (i) garantir la mise en œuvre de mesures techniques et opérationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel relatives au présent marché afin notamment d'empêcher :
 - toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées,
 - que les données soient endommagées,
 - tout accès aux dites données qui ne serait pas préalablement et expressément autorisé par la SA ARRГ,
 - tout traitement non autorisé ou illégal,
 - la perte, la destruction ou tout dommage accidentel concernant lesdites données.
- (ii) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
 - Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception (« Privacy by design ») et de protection des données par défaut (« privacy by default »)
- (iii) traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) déterminée(s) par la SA ARRГ dans le cadre de l'exécution de ce contrat et sur instructions de la SA ARRГ ;

- (iv) traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter le traitement aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires au regard de la finalité du traitement ;
- (v) mettre à la disposition de la SA ARRG, sur demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations prévues au présent article, et coopérer activement avec la SA ARRG afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant du marché. Ces vérifications pourront être effectuées par la SA ARRG avec ses moyens propres ou par recours à un tiers. Toutes les informations révélées ou échangées dans le cadre de ces vérifications de même que leurs résultats, constitueront des informations confidentielles de la SA ARRG ;
- (vi) le cas échéant, mettre à la disposition de la SA ARRG son expertise et tous éléments nécessaires
 - pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données
 - pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

1.9.2.2 Sous-traitance (au sens du RGPD)

Le Titulaire du contrat n'est pas autorisé à faire appel à un sous-traitant au sens du RGPD, sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, de la SA ARRG. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le Titulaire du contrat informe la SA ARRG de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants, lui donnant ainsi la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Le Titulaire du contrat doit s'assurer que son sous-traitant agit en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il est lié par les mêmes obligations que celles définies aux présentes en termes de protection des données à caractère personnel ainsi qu'en termes de confidentialité. Le sous-traitant est notamment tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de la SA ARRG.

Le Titulaire du contrat demeure pleinement responsable de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

1.9.2.3 Transfert de données à caractère personnel hors UE

Le titulaire du contrat s'interdit de transférer les données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché vers un pays extérieur à l'Union Européenne, à moins que le pays concerné n'offre un niveau de protection équivalent et sous réserve de l'accord préalable et exprès de la SA ARRG.

1.9.2.4 Mesures de sécurité

Le Titulaire du contrat s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement, etc.]

Le Titulaire du contrat devra avoir communiqué à la SA ARRG, dès avant l'exécution du marché, tout document de politique interne (politique de protection des données à caractère

personnel, PSSI...) formalisant l'organisation interne protégeant les données et les dispositifs permettant de détecter les violations de données.

1.9.2.5 Violation de données à caractère personnel

Le Titulaire du contrat s'engage à notifier à SA ARRG toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais, au plus tard dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance notamment par envoi d'un mail à l'adresse : dpo@reunion.aeroport.fr. Lorsque la notification n'a pas lieu dans les 48 (quarante-huit) heures, le Titulaire du contrat devra indiquer, en complément de sa notification, les motifs de ce retard.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la SA ARRG, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification du titulaire du contrat doit, au minimum :

- décrire la nature de la violation des données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- communiquer le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- décrire et mettre en place les mesures techniques de protection appropriées afin de faire cesser la violation de données à caractère personnel le cas échéant ;
- décrire les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- décrire les mesures prises ou qu'il propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives ;
- documenter toute violation de données à caractère personnel, en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le cas échéant, et sur accord écrit et préalable de la SA ARRG, le titulaire du contrat communiquera, au nom et pour le compte de la SA ARRG, la violation de données à caractère personnel à la ou les personne(s) concernée(s) dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation des données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou qu'SA ARRG, en sa qualité de responsable du traitement, propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
-

1.9.2.6 Délégué à la protection des données

Le titulaire du contrat doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Les coordonnées du délégué à la protection des données de la SA ARRG sont les suivantes

Délégué à la Protection des Données (DPO)
SA Aéroport Réunion Roland Garros
74 avenue Roland Garros
97438 Sainte-Marie
Réunion

Adresse électronique : dpo@reunion.aeroport.fr

1.9.2.7 Droits des personnes concernées

Le Titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition de la SA ARRG son expertise et tous éléments lui permettant de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le cas échéant, le Titulaire du contrat qui recevrait une demande d'exercice des droits devra l'adresser, dès réception, à l'adresse électronique suivante : dpo@reunion.aeroport.fr

1.9.2.8 Registre des activités de traitement

Le titulaire du contrat déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la SA ARRG comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la SA ARRG ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins : la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ; des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ; des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ; une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

1.9.2.9 Sort des données à caractère personnel

A l'issue du marché, le titulaire du contrat s'engage à restituer ou à détruire les données à caractère personnel ainsi que leurs copies physiques et numériques ou à se conformer à toute autre instruction, sur simple demande de la SA ARRG.

Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

1.9.2.10 Non-respect des dispositions

En cas de non-respect par le titulaire du contrat des dispositions précédentes, les parties conviennent que le traitement de données à caractère personnel pourra être interrompu immédiatement sur simple demande de la SA ARRG et que le marché pourra faire l'objet d'une résiliation pour faute.

1.9.2.11 Surcoûts

Le titulaire du contrat ne saurait faire valoir à l'égard de la SA ARRG, un quelconque surcoût résultant des mesures de mise en conformité à ces instructions qui consistent en une application de la Loi.

1.9.2.12 Obligations de la SA ARRG

La SA ARRG agit en tant que Responsable de Traitement et est amené à collecter des données à caractère personnel pour l'exécution de ce contrat. Le détail des traitements des données à caractère personnel qui sont réalisés se trouve dans le tableau ci-dessous.

Conformément aux dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de vos données, et du droit de définir des directives relatives au sort de vos données après votre décès. Vous pouvez exercer vos droits en contactant notre délégué à la protection des données (DPO) par courriel à l'adresse électronique dpo@reunion.aeroport.fr ou à l'adresse postale SA Aéroport Réunion Roland Garros, 74 avenue Roland Garros, 97438 Sainte-Marie, Réunion.

À tout moment, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr). Pour toute question relative à la protection des données personnelles vous pouvez vous adresser au délégué à la protection des données de l'aéroport ou consulter notre politique de protection des données publiée sur notre site internet www.reunion.aeroport.fr

Nom du traitement	Descriptif du traitement	Mentions d'information
Gestion des Titres de circulation en zone réservée.	<p>L'arrêté du 11 Septembre 2013 relatif aux mesures de sûreté de l'Aviation Civile fixe les principes réglementaires de sûreté pour le contrôle d'accès aéroportuaire. Dans ce cadre la SA ARRG est tenu de collecter les données ci-dessous en vue de la délivrance des titres d'accès.</p> <p>Données collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - photo d'identité, nom marital, nom de jeune fille, prénom, sexe, couleur des yeux, couleur des cheveux, taille, date et lieu de naissance, pays et département de naissance, nationalité, adresse, nom et prénom du père, nom de jeune fille et prénom de la mère, copie document d'identité (passeport, CNI, titre de séjour, autorisation provisoire de travail, carte de résident, carte de séjour), fonction, type de contrat, niveau d'habilitation (secteurs sûreté, secteurs fonctionnels) 	<p>Finalité du traitement : assurer la sécurité physique des biens et des personnes</p> <p>Base juridique : Intérêt légitime de la SA ARRG, obligation réglementaire.</p> <p>Destinataires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Service Sûreté de la SA ARRG - services compétents de l'état : PAF, BGTA, DSAC <p>Durée de conservation : Délai de validité du badge.</p> <p>Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG et dans le SI de la DGAC.</p>

Gestion administrative et financière du contrat	<p>La SA ARRG collecte les données ci-dessous dans le but d'assurer la gestion administrative et financière du contrat</p> <p>Données collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identité et coordonnées du/des contact(s) chez le sous-traitant 	<p>Finalité du traitement : assurer la gestion administrative et financière du contrat</p> <p>Base juridique : contrat</p> <p>Destinataires : services habilités de la SA ARRG</p> <p>Durée de conservation : Les données seront conservées le temps de la relation contractuelle.</p> <p>Ces données sont hébergées dans les locaux de la SA ARRG, aucun transfert ou partage de données n'est opéré.</p>
---	--	--

1.11 Mesures de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiquées par l'acheteur dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAG-Tvx.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

1.11.1 Obligation de sûreté

L'application des textes réglementaires en vigueur concernant les mesures de sûreté, ainsi que des procédures établies par l'Exploitant d'aéroport, s'imposent aux prestataires attributaires d'un marché ou d'un contrat.

Dès lors que les missions définies dans le marché amènent l'entité à intervenir dans la zone côté piste (ZCP), des contraintes de sûreté s'appliquent en matière de titre de circulation aéroportuaire (badge, pour les personnes) / laissez-passer (pour les véhicules), de respect des procédures de sûreté.

1.10.1.1 L'obtention des badges/laissez-passer

Afin de pouvoir accéder à la ZCP, toute personne ou véhicule doit disposer d'une autorisation d'accès valide.

L'entité, agissant en son nom, ayant activité sur l'aéroport ARRG devra disposer d'un Programme de Sûreté et d'Assurance Qualité, qui contiendra :

- l'organisation sûreté de son entité
 - o le nom du Responsable Sûreté,
 - o le nom des Correspondants Sûreté, susceptibles de signer les demandes de badge ou de laissez passer,
- le périmètre de mission de l'entité et de ses employés,
- la gestion des autorisations d'accès,
- la gestion des formations.

L'entité devra accomplir les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès. Le délai d'obtention des badges sur l'aéroport est de 2 mois en moyenne pour une première demande ou un renouvellement.

L'entité devra dans un délai de 5 jours calendaire à compter de la notification du marché, se rapprocher du service des badges de l'ARRG pour la marche à suivre afin de lancer la procédure de délivrance des badges permanents.

Le type de badge dépend des missions de l'entité et de l'autonomie nécessaire à la réalisation de ses tâches. Il existe deux types de badges/laissez-passer :

- Badge permanent

- rouge : pouvant donner accès à des secteurs fonctionnels et des secteurs sûreté,

- saumon : pouvant donner accès uniquement à des secteurs fonctionnels,

Il permet un accès sans accompagnement. Il est délivré par l'Exploitant d'aéroport, après l'obtention de l'habilitation par les Services de l'Etat (PAF), sur présentation d'une attestation de suivi de la formation 14.2.6.2 (voir ci-après).

Ces demandes sont réalisées auprès des agents badge de l'Exploitant d'aéroport. Le coût d'un badge à l'unité est de 35€ HT.

Ces badges sont valides pour la durée de l'activité sur la plateforme, et jusqu'à 3 ans maximum.

- Badge accompagné (vert) :

Il permet un accès accompagné à la ZCP. L'accompagnant, détenteur d'un badge permanent, doit garder sous sa surveillance constante la personne accompagnée. Il est responsable de la personne disposant d'un badge vert durant tout le séjour en ZCP. Une personne détentrice d'un badge permanent peut accompagner jusqu'à 5 personnes.

Ces demandes sont réalisées auprès des services compétents de l'Etat (PAF ou GTA) avec un délai de prévenance de 48H minimum.

Ce badge vert est valable pendant 24h, et peut être renouvelé pendant 5 jours consécutifs.

- Laissez-passer véhicules (LPV) : Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP. Ce laissez-passer, d'une validité de 3 ans, doit être affiché de façon permanente en haut à droite du pare-brise.

Cette demande est réalisée auprès du service des badges de l'Exploitant d'aéroport. Le coût de ce LPV à l'unité est de 35€ HT.

- Laissez-passer véhicules (LPV) temporaire :

Il permet l'accès d'un véhicule à la ZCP pour une durée de 24H maximum. Ce laissez-passer doit être affiché sur le tableau de bord durant tout le temps de présence du véhicule en ZCP.

Cette demande est réalisée auprès de la GTA avec un délai de prévenance de 48H minimum.

1.10.1.2 Formation à la sûreté

L'entité devra également se rapprocher des organismes de formation certifiés afin d'inscrire ses agents à une session de formation à la sûreté aéroportuaire. Plusieurs existent autour de la plateforme ARRG (CAMAS FORMATION, DGF FORMATION, REUNION AIR SURETE, OSR SURETE).

1.10.1.2.1 Responsable/correspondant sûreté

Tout responsable sûreté/correspondant sûreté de l'entité doit suivre les formations sûreté

11.2.2 et 11.2.5 (Règlement UE 2015/1998) au préalable, pour pouvoir exercer ses fonctions. Ces formations équivalent à 7h + 14h environ. Elles permettent d'acquérir les connaissances nécessaires au suivi des obligations sûreté qui incombent à l'entité et à ses employés intervenant sur la plateforme.

Cette formation, étant plus approfondie que la sensibilisation sûreté, permet de se substituer à la formation badge 11.2.6.2 pour l'obtention du badge.

Cette formation est valable pour 5 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

1.10.1.2.2 Détenteur d'un badge rouge

Toute personne effectuant une demande de badge permanent doit suivre la formation 11.2.6.2 (Règlement UE 2015/1998) au préalable pour pouvoir se faire délivrer son badge et donc pouvoir accéder à la ZCP de l'aéroport.

Cette formation est d'une durée de 3h30. Elle permet d'acquérir les connaissances de base au travail en ZCP, et les obligations incombant aux détenteurs de badges permanents.

Cette formation est valable pour 3 ans, hors cas de période d'inactivité de 6 mois ou plus.

1.10.1.3 Obligations des entreprises faisant les demandes de badges

L'entité s'assure que ses employés détenteurs d'un badge sont à jour de leur formation à la sûreté.

L'entité faisant la demande de badge/laissez-passer :

- déclare sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport les évolutions intervenues dans les activités des personnes agissant pour son compte lorsque ces évolutions impliquent la fin de validité d'un badge ou la modification des domaines accessibles ;
- informe, sans délai et par écrit, le titulaire du badge qui ne justifie plus d'une activité en ZCP, ou dont le titre est arrivé en fin de validité, de son obligation de restituer son badge ;
- organise un service de collecte des badges/laissez-passer périmés et les restitue sans délai au service badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- appose de façon apparente sur le véhicule le nom de l'entreprise et, le cas échéant, son logo ;
- tient à jour la liste des véhicules disposant d'un laissez-passer.

L'entité doit de même établir une liste des articles soumis à autorisation aux vues de l'Appendice 1A et effectuer une demande d'autorisation d'entrée d'outils métier, si cela s'avère nécessaire (EN-07-293 V3, document sera fourni par l'Exploitant d'aéroport).

1.10.1.4 Obligations des détenteurs de badge/laissez-passer

Les personnes, détentrices d'un badge rouge, qui accèdent à la ZCP ont pour obligation de respecter les réglementations et procédures sûreté, sous peine de manquements et d'amendes.

1.10.1.4.1 Les obligations liées à l'utilisation de leur badge/laissez-passer :

Toutes les personnes détentrices d'un badge rouge doivent :

- Être en possession d'une pièce d'identité lors de leur entrée en ZCP et durant tout leur séjour en ZCP ;
- Accéder à la ZCP uniquement par les accès autorisés (PIF et PARIF) ;
- Accéder uniquement aux secteurs sûreté et/ou fonctionnels qui leur ont été autorisés ET uniquement pour les besoins de leur activité professionnelle ;
- Porter leur badge/laissez-passer en permanence et de façon apparente ;
- S'assurer que le laissez-passer est apposé sur le véhicule pendant toute la durée de leur séjour en ZCP ;
- En aucun cas ne prêter leur badge à un tiers pour quelque motif que ce soit ;
- Accompagner, en permanence en ZCP la personne détentricice d'un badge vert :
 - Le titulaire d'un badge vert ne se déplace en ZCP qu'avec l'accompagnant désigné par l'entité à l'origine de la demande de badge, et en possession du document d'accompagnement remis par les Services Compétents de l'Etat (PAF ou GTA) ;
- Signaler sans délai toute perte ou vol de badge/laissez-passer à leur supérieur hiérarchique ou au Service Badge de l'Exploitant d'aéroport ;
- Retourner les badges/laissez-passer immédiatement après la fin de leur mission sur la plateforme à leur supérieur hiérarchique, au Service des badges de l'Exploitant d'aéroport ou aux Services Compétents de l'Etat.

1.10.4.2 Les obligations liées au respect des procédures de sûreté :

Toutes les personnes accédant en ZCP doivent :

- Se soumettre aux procédures de contrôle d'accès, de surveillance, et d'inspection filtrage des personnes, des objets transportés, et des véhicules ;
 - Il est important d'anticiper le fait qu'en fonction des matériels/marchandises/véhicules entrants, la durée nécessaire au contrôle peut être plus ou moins longue.
- Ne pas entraver ni neutraliser le fonctionnement normal des dispositifs de contrôle d'accès à la ZCP ;
- Ne pas faciliter l'entrée de personnes dépourvues des autorisations nécessaires en ZCP ;
- Protéger leurs outils métier, qu'ils soient soumis à autorisation ou non. Ces outils doivent être sous leur constante surveillance OU être placés dans un local sécurisé où seules les personnes autorisées pourraient y avoir accès. Cette vigilance doit être accrue dans les secteurs où des passagers pourraient être présents.

1.10.4.3 Les manquements et amendes

1.10.4.3.1 Personne Physique

Amende d'un montant maximal de 750 € ou suspension du badge pour une durée maximale de 30 jours pour la personne physique (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :

- Non-respect des textes réglementaires applicables ;

- Refus de se soumettre au contrôle d'accès à la ZCP et/ou à l'inspection filtrage ;
- Non-respect du port du badge/laissez-passer (absence de badge/laissez-passer...) ;
- Non-respect de l'utilisation et de restitution du badge/laissez-passer (prêter son badge à un tiers, ne pas rendre son badge dans les délais impartis...) ;
- Absence de protection des outils métiers après leur introduction en ZCP.
- Amende d'un montant maximal de 150 € et suspension du badge rouge pour une durée de six jours (ces plafonds doublés en cas de récidive) pour :
- Défaut de port apparent du badge/laissez-passer ;
- Utilisation en dehors de leur zone de validité du badge ou du laissez-passer.

1.10.4.3.2 Personne Morale

Amende administrative d'un montant maximal de 7 500 €, en fonction de la nature et de la gravité des manquements et éventuellement des suretés avantages qui en sont tirés ;

Amende d'un montant maximal de 1500 € en cas de défaut de présentation des documents exigibles par la réglementation. Ces plafonds sont doublés en cas de récidive.

1.11.2 Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

Conformément à la réglementation européenne (Regulation (EU) No 139/2014) traitant de l'obligation de la mise en place d'un système de gestion de la sécurité par les exploitants d'aérodrome, les activités des tiers agissant pour le compte de la SA ARRГ sont soumises aux dispositions du SGS de la SA ARRГ.

La sécurité aéroportuaire est la sécurité relative à l'aménagement, le fonctionnement et l'usage des équipements, biens et services nécessaires à la circulation des aéronefs dont la gestion incombe à la SA ARRГ (art. L.211-3 du code de l'aviation civile).

Le "système de gestion de la sécurité" aéroportuaire est un ensemble, structuré et organisé, de moyens, de procédures et de procédés, visant à améliorer la sécurité aéroportuaire.

Les obligations sont les suivantes :

- L'entreprise intègre dans sa politique générale un volet relatif à la sécurité aéroportuaire reprenant les objectifs de la politique sécurité aéroportuaire établie par la SA ARRГ ;
- l'entreprise établit un plan de formation pour son personnel et réalise le suivi des qualifications et des compétences en matière de sécurité aéroportuaire (habilitations à la conduite sur l'aire de trafic et/ou l'aire de manœuvre, formation au système de gestion de la Sécurité aéroportuaire et toute qualification propre à l'activité sous traitée) ;
- l'entreprise peut être sollicitée dans le cadre de la démarche d'évaluation et d'atténuation des risques aéroportuaires portée par la SA ARRГ pour garantir à ses activités côté piste un niveau optimal de sécurité ou en cas de modification d'exploitation. L'entreprise pourra, dans ce cas, être amenée à participer à des études de sécurité et sera tenue de mettre en œuvre les mesures d'atténuation de risques retenues ;
- l'entreprise et son personnel sont soumis à l'obligation de notifier à la SA ARRГ les incidents relatifs à la sécurité aéroportuaire (annexe E de l'arrêté du 17 août 2007 fixant la liste d'événements et incidents d'aviation civile). L'entreprise se rapprochera de l'exploitant, notamment le responsable de l'exécution du marché. Il l'informera des causes de cet incident et des actions curatives mises en œuvre ;
- l'entreprise est tenue de mettre en application les procédures d'exploitation ou de sécurité communiquées par la SA ARRГ ;

- l'entreprise présentera dans son rapport d'activité mensuel un état : des événements notifiés, des procédures révisées, des actions mises en œuvre dans le domaine de la sécurité, des résultats des indicateurs sécurité retenus.

Le suivi des dispositions est assuré par le responsable de l'exécution du marché en relation avec le responsable SGS de la SA ARRG. Ce suivi peut s'opérer lors des réunions de suivi de la prestation mais peut également être effectué de manière aléatoire par le responsable SGS. Enfin, l'exploitant se réserve le droit d'auditer l'activité sous traitée dans le cadre de son programme d'audit interne annuel.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du respect du présent article, la personne publique peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le dommage éventuellement subi.

1.11.3 Circulation coté piste

Autorisation de circuler sur l'air de trafic (TRA)

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler sur l'air de trafic (TRA) avec un véhicule devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'accommodera de l'ensemble des formalités lui permettant d'obtenir un permis de conduire sur l'aire de trafic ou permis aire de trafic.

L'obtention du permis de conduite sur les aires de trafic est assujettie à la réalisation d'une formation spécifique (3h théorie + 1h de pratique). Cette formation permet au Titulaire d'appréhender les risques et dangers potentiels de la conduite sur les aires de trafic, à proximité immédiate des aéronefs.

Autorisation de circuler à pied côté piste.

Toutes les personnes qui souhaiteront circuler à pied côté piste devront suivre une formation auprès d'un organisme agréé.

La formation est à la charge du Titulaire.

1.11.4 Contraintes de stationnement

Le Titulaire devra souscrire un abonnement pour l'accès au parc de stationnement de l'aéroport et s'engage à respecter les conditions de stationnement. Le nombre de badge sera limité en fonction des moyens humains dédié au contrat. Les différents tarifs en vigueur sont disponibles auprès du service parking de la SA ARRG.

1.12 Maîtrise d'œuvre

Les fonctions de maître d'œuvre, internes au maître d'ouvrage, sont assurées par la Direction Technique.

1.13 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumis au contrôle technique.

La désignation est en cours.

1.14 Prévention des risques (Sans objet)

Les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumis à la prévention des risques.

1.15 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG

Travaux.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

1.16 Modalités, formats et caractéristiques des documents

Conformément à l'article 29.1 du CCAG Travaux, tous les documents transmis pendant l'exécution de l'accord-cadre, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

1.17 Modification de l'accord-cadre

- Travaux complémentaires : travaux réalisés dans le cadre d'éventuelles modifications du marché pour la réalisation de prestations supplémentaires dès lors qu'elles seraient nécessaires à l'achèvement de la mission. Les conditions d'application de ces évolutions sont décrites à l'article R.2194 du code de la commande publique.
- Travaux non prévus : la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'entité adjudicatrice. Cet avenant ou décision de poursuivre ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

1.18 Marché similaire

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de recourir à des prestations similaires dans le cadre des marchés similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.
- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPU)
- Le cadre de réponse technique
- Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du

1 avril 2021).

- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet de l'accord-cadre, si celui-ci vise ce cahier.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- A posteriori, les bons de commande faisant référence des prestations définies au CCTP de l'accord-cadre

3. Prix - Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont mentionnés hors TVA.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée. Les prix tiennent notamment comme incluses :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le respect des règles de sûreté aéroportuaires,
- le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et à la Charte environnement et énergie,
- des dépenses liées aux travaux de nuit définis au marché, le cas échéant,
- des dépenses liées aux travaux à proximité de réseaux en service,
- des dépenses liées au respect des règles sanitaires,
- des dépenses liées au respect des textes suivants :
 - Arrêté préfectoral sur l'exploitation de l'aéroport Roland Garros

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

De même, le titulaire ne pourra réclamer de supplément de rémunération basé sur des contraintes de chantier ou des faits provenant d'une méconnaissance du site, qu'il aura dû préalablement visiter.

Les prix du marché sont réputés comprendre la marge du titulaire ou du mandataire pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

3.1 Forme des prix

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre dans les bons de commande seront réglés par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

Par le fait de soumissionner, chaque Entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux au CCTP.

Le "prix global forfaitaire" concerne, par exemple, les lignes du chapitre « TRAVAUX PREPARATOIRES » du BPU.

Le prix est unitaire lorsqu'il est multiplié par la quantité effectivement livrée ou exécutée pour déterminer le montant du règlement.

Toute journée d'arrêt de chantier imposé par le plan cyclone de l'aéroport sera considérée en journée intempérie. Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique Météo France Gillot Aéroport (altitude : 8 m, code météo : 97418110).

3.2 Variation de prix

Le présent accord-cadre est passé à prix révisable par application de formule.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre finale.

Ce mois est appelé «mois zéro».

Le coefficient de révision applicable (A) est donné par la formule de variation suivante :

$$\textbf{Formule n° 1 : } A = 0.15 + 0.85 \cdot TP01$$

- Les valeurs prises par l'index de référence TP01 – Index général tous travaux seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o)
- Index (n) : Valeur de l'indice du mois concerné
- Index (o) : Valeur de l'indice de référence du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, appelé mois zéro (Mo)
- Le coefficient A est appliqué à l'ensemble des prix de l'accord-cadre.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

La révision sera effectuée mensuellement et provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué. La révision définitive interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants :

- au Bulletin Officiel de l'INSEE ;
- au Moniteur des Travaux Publics et des Bâtiments.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Clause de variation économique exceptionnelle :

En cas de variation exceptionnelle du coût des matières premières en raison de conditions économiques extérieures et indépendantes de la volonté du titulaire, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur, par mail ou via marchés sécurisés,
- Fournir les éléments de preuve (nationaux et internationaux) précis justifiant de l'impact de l'évolution de ces coûts sur les prix des produits du présent marché,
- Prouver que les augmentations de prix sont appliquées à l'ensemble de sa clientèle.

Si la proposition du titulaire ne lui paraît pas acceptable aux regards des prix du marché et des indices officiels (INSEE par exemple), l'acheteur peut refuser l'augmentation proposée et résilier le marché sans versement d'indemnité au titulaire.

L'annonce de hausse des tarifs devra être adressée à l'acheteur au minimum 1 mois avant sa mise en application pour validation (modalités identiques à celles d'une révision de prix classique – Voir ci-dessus).

En cas d'accord, les nouveaux prix seront validés par voie d'avenant.

Une variation exceptionnelle étant par définition temporaire dans l'attente d'un retour des cours à un taux normal, l'avenant précisera une date de début et une date de fin de la hausse des tarifs.

Dans tous les cas, un avenant de révision de prix (initial ou complémentaire) suite à une

variation exceptionnelle ne pourra pas être d'une durée supérieure à 2 mois.

Sans nouvelle information reçue par l'acheteur, par LRAR, au minimum 2 semaines avant la date de fin, il sera considéré que la hausse des tarifs n'est plus justifiée. Les prix applicables seront alors ceux d'avant la rédaction de l'avenant.

Dans le cadre de la reconduction de la révision exceptionnelle de ses tarifs, le titulaire fournira de nouveau les éléments de preuve mentionnés au début du présent article.

3.3 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation au CCAG TRAVAUX, les dispositions suivantes sont prévues :

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Ces prestations peuvent donner lieu à une demande de prix nouveau.

L'Entrepreneur doit fournir autant de documents complémentaires (plans, plannings, plans de phasage, notes de calcul, etc.) que nécessaire, faisant référence à ces suppléments ou modifications, pour permettre leur approbation et leur validation. Les contraintes de délai seront stipulées par le Maître d'Œuvre selon l'urgence de ces adaptations, pour le bon déroulement des travaux.

Une fiche modificative est établie, suivant le modèle fourni par le Maître d'œuvre, précisant : la nature des modifications, leurs incidences sur le marché (coût, délai, qualité), le cas échéant la description des prix nouveaux, complété d'un plan éventuel et établi en 4 exemplaires signés par le Titulaire, visé par le Maître d'Œuvre et transmis pour validation au Maître d'Ouvrage, avant établissement d'un ordre de service d'exécution.

Les prix figurant sur les fiches modificatives ainsi contresignées sont réputés validés par le Titulaire et le Maître d'Ouvrage et permettent l'établissement des décomptes mensuels.

Les fiches modificatives sont numérotées et font l'objet d'une compilation permettant à intervalle régulier d'établir les avenants qui entérineront les modifications des pièces du marché à l'avancement.

Les prix nouveaux figurant aux fiches modificatives peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'article 15.1 du CCAG TRAVAUX. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Ces prix sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage

3.4 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG TRAVAUX, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du Maître de l'Ouvrage.

3.5 Diminution du montant des travaux

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

3.6 Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

Les dispositions du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

4. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

5. Avance

Sous réserve des conditions prévues des articles R-2191-3 à 2191-12 du code de la commande publique, une avance de 20 % est accordée au titulaire de l'accord-cadre. Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de cette avance dans le cadre prévu à cet effet dans l'Acte d'Engagement.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

Conditions du versement de l'avance :

Demande de l'avance par le titulaire : Le versement de l'avance est conditionné par la demande du titulaire à compter de la notification du bon de commande et au plus tard avec la première demande d'acompte transmise par le titulaire. Passé ce délai, le titulaire perd son droit à avance.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

Règlement de l'avance :

Le règlement de l'avance interviendra en une seule fois. Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur cette avance.

En cas de sous-traitance, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

6. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

6.1 Demandes de paiement

6.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

6.1.2 Demande de paiement finale

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Ainsi qu'il en est fait expressément demande dans les pièces du marché, la demande de paiement finale, est recevable par le maître d'ouvrage, sous condition de transmission des bordereaux de suivi de déchets du chantier et du DOE complet à la réception du chantier.

6.1.3 Transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être adressées à l'adresse suivante :

S.A Aéroport de la Réunion Roland Garros

Service Comptabilité

74 avenue Roland Garros - Aérogare Passagers

97438 Sainte Marie

Tél. : 02 62 48 16 00

Mail : contact@reunion.aeroport.fr

6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les membres du groupement ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin. En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours. Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7. Délais d'exécution

7.1 Délais d'exécution des travaux

Les stipulations relatives aux délais d'exécution seront définies dans chaque bon de commande

Par dérogation à l'article 18 du CCAG Travaux, le délai d'exécution démarre à compter de la notification.

7.2 Prolongation des délais d'exécution

Dans le cas :

- d'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages
- d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus
- de la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- d'un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution de l'accord-cadre qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

8. Pénalités et primes

8.1 Pénalités – Dispositions générales

Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG Travaux, les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés seront déduits pour le calcul des pénalités.

8.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10% du montant total hors taxes de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux prévus par un bon de commande, il est appliqué une pénalité

journalière de 150 € HT.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

8.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 €.

8.4 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard dans les opérations de repliement de chantier, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure, dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de 200 €.

8.5 Retenue pour remise tardive des documents conformes à l'exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution par le titulaire visé à l'article *Documents fournis après exécution* du présent document, une retenue provisoire sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG Travaux, sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 250 €.

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution.

8.6 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

Une pénalité en cas de retard dans la transmission des documents remis après exécution sera appliquée. Elle est de 250 €.

8.7 Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article *Assurance de responsabilité civile* ci-dessous, le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité de retard égale à 50 euros par jour de retard.

8.8 Autres pénalités

Il est par ailleurs prévu l'application des pénalités suivantes :

Pénalité pour non-réalisation des réparations de dégradations

Le titulaire prendra toutes dispositions pour éviter de causer des dégradations aux ouvrages existants au cours de l'exécution des travaux.

Dans le cas où des dégradations seraient commises par le titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par ses soins et à ses frais, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG TRAVAUX, dans un délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le Maître d'Ouvrage pourra les faire réaliser immédiatement aux frais du titulaire sans qu'il n'ait besoin

d'aucune mise en demeure.

De plus, une pénalité égale à 10 % du coût des réparations sera appliquée au titulaire pour chaque jour compris entre la fin du délai prescrit et la fin de l'exécution, avec un maximum de 100 % du coût des réparations, la pénalité maximum étant automatiquement appliquée dans le cas visé ci-dessus en cas de défection du titulaire.

Le titulaire restera responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées.

Pénalité pour salissure des voiries

En cas de salissures des voiries et des accès à la zone de travaux, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'entreprise une injonction immédiate de nettoyage en fixant un délai (un jour maximum) qui sera fonction du danger induit. Le dépassement de ce délai constaté et notifié par le Maître d'Ouvrage, donnera lieu à une pénalité de cent cinquante (150) Euros H.T. par heure et en cas d'urgence, à l'exécution du nettoyage par un tiers aux frais exclusifs de l'entrepreneur.

Autres pénalités diverses

En cas de non-exécution manifeste d'un ordre de service (retard, défaut de moyen, solution inappropriée...), le titulaire encourt, après constat, une pénalité journalière calendaire, fixée à :

- Trois cent (300) Euros H.T., de 1 à 10 jours
- Cinq cent (500) Euros H.T., au-delà de 10 jours

En cas de constatation par le maître d'œuvre d'un des événements suivants :

- Entrave à la circulation,

Le titulaire encourt une pénalité fixée à trois cent (300) Euros H.T. par infraction constatée.

Pénalités relatives au respect de l'environnement

Pénalités pour non-respect des prescriptions Environnement

En cas de non observation des prescriptions mentionnées par le maître d'œuvre sur le sujet Environnement au compte rendu de chantier, le titulaire subira les pénalités suivantes :

- 1er cas – prescription à effet immédiat : son non-respect entraînera pour l'entrepreneur un arrêt de chantier à ses frais et torts exclusifs ainsi qu'une pénalité forfaitaire dont le montant est précisé ci-après.
- 2ème cas – prescription assortie d'un délai pour sa prise en compte : à l'échéance de ce délai, le non-respect de la prescription engendrera pour l'entrepreneur une pénalité forfaitaire suivie d'une pénalité journalière, dont les montants sont précisés ci-après, jusqu'au jour du respect de la prescription.

Les pénalités ci-dessous sont applicables sur simple constat du Maître d'œuvre :

Infraction	Pénalité forfaitaire immédiate	Pénalité forfaitaire assortie d'un délai	Pénalité journalière jusqu'à réparation
Abandon de déchets sur l'aire de chantier		500 €	
Nettoyage du matériel dans la zone de chantier et/ ou les sanitaires	500€		
Non-respect des consignes sur les nuisances sonores suite demande du MOE	500€		
Non-respect des heures d'activité du chantier	100 €/heure d'infraction		
Retard de repliement et de remise en état des lieux	300 € / jour d'infraction		
Manquements à la signalétique et sécurité balisage zone de travaux	300 €		

Infraction	Pénalité forfaitaire immédiate	Pénalité forfaitaire assortie d'un délai	Pénalité journalière jusqu'à réparation
Stationnement VL ou stockage de matériel en dehors des zones	500 € / véhicules		
Défaut d'information du maître d'ouvrage / maître d'œuvre	200 €		
Défaut de fourniture des bons de transport, d'enlèvement, de mise en décharge...		200 €	100 €
Vidange sauvage effectuée directement sur le sol	2 000 € / par constat		

Ces pénalités ne libèrent pas le titulaire des sanctions et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales. Les frais éventuels de décontamination, de remise en état ou d'indemnisation des tiers sont à la charge du titulaire du marché.

Gestion des déchets de chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets de chantier (récupération, tri, brûlage,), l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (100) Euros H.T. Par infraction constatée et par jour.

En cas de défaut d'utilisations des bordereaux de suivi, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à cent (500) Euros H.T. par infraction constatée.

Pénalités pour la non-transmission des attestations administratives

Une pénalité peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, dans les conditions suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Aéroport de La Réunion Roland Garros soit appliqué les pénalités contractuelles, soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

9. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent à l'accord-cadre.

9.1 Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

9.2 Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt

Le maître d'ouvrage ne mettra pas à disposition du titulaire de lieux d'extraction ou d'emprunt.

9.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

9.3.1 Vérifications, essais et épreuves sur le chantier

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent accord-cadre, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CTG.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

9.3.2 Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par l'accord-cadre :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

10. Préparation, coordination et exécution des travaux

10.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation des travaux. Les dispositions et délais de cette période de préparation seront précisés dans chaque bon de commande.

Les périodes de préparation sont comprises dans les délais d'exécution.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

10.2 Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés ou branchement non affleurant, le titulaire ne subira pas de préjudice et pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par cet arrêt sur présentation de tous justificatifs demandés par le maître d'ouvrage.

10.3 Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

10.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

10.4.1 Emplacement des installations de chantier (sans Objet)

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, dans les conditions suivantes :

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

10.4.2 Laboratoire et bureau du chantier (sans Objet)

10.4.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale (sans Objet)

10.4.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque membre du groupement s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3 et L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

- Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

- Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail :

10.4.5 Registre de chantier

10.5 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) (sans objet)

10.5.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

10.5.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

10.5.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

10.5.4 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats.
- La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS : de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet; de son (ou ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

10.5.5 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code de la commande publique.

10.5.6 Plan de prévention

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par le maître d'ouvrage et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail.

10.6 Gestion des déchets de chantier

10.6.1 Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet de l'accord-cadre, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

En complément des dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu les modalités du CCTP : article 5 clauses environnementales

10.6.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Par dérogation à l'article 36.2 du CCAG Travaux, les dispositions relatives au contrôle et suivi des déchets de chantier sont les suivantes :

- article 5 clauses environnementales du CCTP

11. Contrôles, réception et garanties des travaux

11.1 Réception

Une réception sera effectuée à l'issue de chaque commande.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux relatives au déroulement des opérations de réception sont seules applicables.

11.2 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les bons de commande précisent les ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une prise de possession anticipée par le maître d'ouvrage.

11.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des éléments constitutifs des dossiers des ouvrages exécutés (DOE). La remise des documents est à réaliser à la date de demande de réception par le titulaire.

L'ensemble des DOE comprennent notamment :

- les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- les spécifications de pose,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets
- les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) qui devront être fournis sont les suivants :

L'ensemble des documents sont à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les délais prévus à l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution*.

Les documents doivent être remis sous un format numérique conforme au format et à caractéristiques suivantes :

11.4 Garantie(s)

Le délai de garantie pour les travaux est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Garantie particulière :

- Garantie de 10 ans sur tout le matériel, y compris les poteaux, les grilles, les grillages et les accessoires

11.5 Responsabilités et Assurances

11.5.1 Responsabilités

- Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel, ou aux biens de l'ARRG, aux tiers, y compris aux aéronefs, ainsi qu'à l'environnement, par le titulaire, ses sous- traitants, préposés, personnels, toute personne intervenant pour son compte ou tout matériel dont il a la propriété ou dont la garde lui est confiée du fait de l'exécution ou de l'inexécution du contrat ou d'une négligence ou d'un manquement dans l'exécution du contrat, sont à la charge du titulaire, lequel renonce à Recours contre l'ARRG et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ARRG.

Les dommages de toute nature causées au personnel ou aux biens du titulaire par l'ARRG, du fait de l'exécution du marché (ou contrat), sont à la charge du gestionnaire, lequel renonce à Recours contre le Titulaire et ses assureurs, sauf faute lourde ou intentionnelle de ce dernier.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'ARRG, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'ARRG au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire relève, garantit et défend l'ARRG, et ses assureurs contre les sinistres et/ou les recours de tiers ayant leur origine dans le matériel en propriété ou dont la garde lui est confiée, les prestations, services et travaux qu'il fournit ou réalise, ou dans les agissements de ses préposés.

Le Titulaire et ses sous-traitants sont responsables du bon déroulement de l'ensemble des prestations de services effectuées dans le respect des règles de l'art. Ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

En complément des dispositions ci-dessus, viennent s'appliquer les dispositions suivantes:

-Dommages survenus à l'occasion de l'utilisation des matériels appartenant à Aéroport de de La Réunion :

Tous matériels dont la garde est confiée au Titulaire par la mise à disposition desdits matériels par l'ARRG au Titulaire, resteront la propriété de l'ARRG pendant toute la durée du Contrat. Tous Dommages subis par ces matériels à l'occasion de l'exécution du Contrat, seront de la seule responsabilité du Titulaire.

La responsabilité de l'ARRG ne pourra être recherchée en cas d'accident survenant à l'occasion de l'utilisation par le personnel du Titulaire de matériels mis à sa disposition par l'ARRG.

Le Titulaire ne confiera l'utilisation de ces matériels qu'à des personnes ayant été formées à cet effet et disposant de permis et/ ou toute autre habilitation nécessaire(s).

Il appartient au Titulaire de s'assurer du bon état de conservation et de fonctionnement du matériel au moment de sa mise à disposition par l'ARRG.

11.5.2 Assurances

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires à son activité sur le site aéroportuaire. L'ensemble des conditions d'exercice et d'activité devra être correctement déclaré pour le bon fonctionnement des garanties d'assurances.

Il appartient au Titulaire de vérifier l'adéquation des conditions contractuelles du contrat avec ses propres assurances.

En aucune manière, les contrats d'assurances souscrits ne sauraient être interprétés comme une clause d'exonération ou de limitation de responsabilité du Titulaire vis-à-vis de l'ARRG.

11.5.2.1 Assurance de responsabilité

Le présent article assurance fixe les conditions minimum de couverture, sous toute réserve des modifications ultérieures qui pourront y être apportées en raison de l'évolution des prestations objet du marché et du contexte ou l'identification de risques particuliers encourus dans le cadre du projet objet du marché.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurances de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Assurance de responsabilité civile

Le titulaire du marché reste responsable de tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés à quiconque, y compris au Maître d'ouvrage, par lui-même, son personnel, ses sous-traitants et leurs personnels ou toute autre personne dont ils sont civilement responsables et résultant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, objet du présent marché ; que les dommages soient causés pendant l'exécution des travaux ou après leur réception.

Les garanties doivent être étendues également aux dommages susceptibles d'être causés tant aux constructions existantes qu'aux constructions avoisinantes.

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Ces garanties doivent s'appliquer avec renonciation à recours contre le maître d'ouvrage et ses assureurs.

Montant de garantie :

Responsabilité civile exploitation avant réception ou livraison – Tous dommages confondus : A hauteur du coût des travaux de réparation de l'ouvrage y compris les travaux de démolition. Cette garantie peut être souscrite en plusieurs lignes.

Le titulaire devra alors produire dans un délai de 10 jours avant l'attribution de l'accord-cadre et **avant tout commencement d'exécution** les attestations correspondantes tant pour son compte que celui de ses éventuels cotraitants et sous-traitants.

Si le marché dure sur plusieurs années civiles, le titulaire produira les attestations en cours d'exécution de travaux, au plus tard le 15 janvier de l'année civile.

11.5.2.2 Dispositions diverses

Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur du maître d'ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

Attestations d'assurance à fournir par le titulaire

Au titre des contrats d'assurance précités, le Titulaire s'engage :

- à faire immédiatement part de tous modifications, changements, résiliations qui interviendraient sur ce(s) contrat(s) ;
- à s'acquitter régulièrement des primes y afférentes et à informer le Gestionnaire de tout retard et par la même à maintenir le contrat en cours ;
- à produire dans un délai de dix jours avant l'attribution du présent accord-cadre les attestations d'assurance établies par ses assureurs, attestations qui sont réputées faire partie intégrante du marché.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants la justification de la souscription des polices d'assurances précitées dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de ses sous-traitants.

Concernant les sous-traitants, les attestations d'assurances relatives à leurs propres polices d'assurance de Responsabilité Civile devront être produites avant la notification de l'agrément.

Chaque attestation devra expressément indiquer les activités pour laquelle le Titulaire et ses sous-traitants sont garantis, devra être datée de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même.

Elle devra mentionner que l'assuré est à jour du paiement de ses primes et indiquer la date d'expiration de la validité de l'attestation.

Pans tous les cas, si l'exécution du marché s'étend sur une période plus longue que la date de l'expiration de validité des attestations, l'entreprise devra fournir d'autres attestations conformes pour la période subséquente.

Aucun règlement ne sera effectué sans présentation des attestations d'assurance conformes. L'entreprise signataire s'engage en outre à communiquer à tout moment chacune des polices d'assurances visées ci-dessus sur simple demande du gestionnaire.

12. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible

du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 53.3 du CCAG Travaux seront applicables.

13. Propriété intellectuelle

13.1 Régime des connaissances antérieures

Les dispositions des articles 46 et 47 du CCAG Travaux seront applicable à l'accord-cadre.

13.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 48 du CCAG Travaux :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde au maître d'ouvrage, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre au maître d'ouvrage d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

14. Résiliation – Mesures coercitives

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG Travaux sont applicables au présent accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

14.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT de l'accord-cadre, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

14.2 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire de l'accord-cadre, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci

puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le membre du groupement dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, lors de la consultation ou de l'exécution de l'accord-cadre, l'accord-cadre ou la part de l'accord-cadre correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

15. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

16. Politique Qualité – Evaluation des prestations

La SA Aéroport de la Réunion Roland Garros, maître d'ouvrage, s'est engagée par sa démarche d'amélioration continue, en matière de qualité, d'environnement, d'énergie, à satisfaire pleinement et en toute transparence aux exigences des parties intéressées que sont ses clients, ses collaborateurs internes et autres partenaires.

La SA a mis en œuvre une démarche d'évaluation de ses fournisseurs qui a pour objectifs l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux usagers de la plateforme aéroportuaire.

Dans cette perspective, elle souhaite associer étroitement les parties intéressées aux divers processus en vigueur et notamment les fournisseurs au titre desquels le maître d'œuvre en charge de la réalisation de l'ouvrage objet du présent marché.

Le titulaire est donc informé que pendant la durée du contrat, la qualité des prestations dont il a la charge fera l'objet d'une ou plusieurs séquences d'évaluation qui auront pour objet de qualifier la qualité globale de ses interventions.

A l'occasion de chacune de ces séquences, qui pourront se dérouler en sa présence, le titulaire sera invité à prendre connaissance des conclusions y afférentes et à formuler des observations sur le contenu précis des conclusions du maître d'ouvrage en la matière. Le titulaire disposera d'un délai de 8 jours à compter de la transmission de la fiche de notation qui le concerne pour formuler lesdites observations et faire valoir ses propositions d'amélioration et/ou objections.

L'évaluation sera réalisée sur les items suivants :

- Respect du délai de réalisation
- Qualité de la prestation
- Relations
- Qualité administrative et commerciale

L'évaluation donnera lieu à la formulation d'une note sur 20 points qualifiant la prestation de très satisfaisante à insuffisante.

Dans le cas de prestations jugées insatisfaisantes (note attribuée inférieure à 10/20), le titulaire pourra subir une pénalité forfaitaire de 1.000,00 € applicable sur le paiement de la situation suivante. Cette pénalité sera provisoire et ne pourra être annulée qu'à la condition d'une amélioration sensible des relations et conditions d'exécution de la prestation.

17. Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Il appartient au titulaire de transmettre à l'entité adjudicatrice, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail,
- la liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

L'entité adjudicatrice procédera à la résiliation du marché si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, la SA ARRG met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne : www.e-attestations.com, qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification (s'il n'y est pas déjà inscrit) pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

La SA ARRG n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

« NB : Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur votre compte. »

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'entité adjudicatrice pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

18. Exécution des travaux aux frais et risques

Il est fait application de l'article 52 du CCAG.

Ainsi, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, le représentant du maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux par un tiers peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché peut être décidée. La décision de poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage.

Afin d'assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du titulaire, il est procédé à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux. Le titulaire sera dûment convoqué par le maître d'ouvrage.

Dans le délai de 30 jours suivant la notification de la décision de poursuite des travaux, en lieu et place du titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le maître d'ouvrage. En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire, les mesures prises sont à la charge de celui-ci.

Pour l'achèvement des travaux conformément à la réglementation en vigueur, il est passé un Marché avec un autre entrepreneur. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau Marché passé pour l'achèvement des travaux.

Le titulaire, dont les travaux font l'objet des stipulations ci-dessus, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maître d'ouvrage et de ses représentants.

Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation, sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

19. Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
 - de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.
- Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :
- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
 - traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
 - respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de

l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

20. Clause de médiation

Conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux, il sera privilégié le recours à la médiation pour traiter des litiges.

A cette fin, l'entité adjudicatrice a installé une fonction de « médiateur interne » qui pourra être sollicité à l'adresse : mediateur@reunion.aeroport.fr.

Le médiateur intervient en cas de conflit. En toute indépendance et neutralité, il favorise le dialogue et aide à trouver les bons décideurs au sein de l'entreprise. Il facilite le règlement amiable des litiges.

21. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives – Article 2*
- À l'article 3.3 par l'article *Représentation des parties Article 1.2*
- À l'article 13 par l'article *Représentation des parties Article 3.3*
- À l'article 12.2.2 par l'article *Demande de paiement d'acomptes Article 6.1.1*
- À l'article 14 par l'article *Augmentation du montant des travaux Article 3.4*
- À l'article 18 par l'article *Délai d'exécution des travaux Article 7*
- À l'article 19.1.1 par l'article *Pénalités – Dispositions générales 8.1*
- À l'article 19.2.1 par l'article *Pénalités de retard 8.2*
- À l'article 19.2.3 par l'article *Pénalités de retard 8.2*
- À l'article 36.2 par l'article *Contrôle et suivi des déchets de chantier Article 8.8*
- À l'article 40 par l'article *Documents fournis après exécution Article 11.3*
- À l'article 52.1 par l'article *Résiliation pour faute du titulaire Article 14.2*

Tous les prix de l'accord-cadre sont réputés tenir compte des contraintes de l'ensemble des articles.